

# SONDAGE NATIONAL

## ELECTION PRÉSIDENTIELLE 2025

• GUINÉE – RAPPORT PUBLIC •

© Perceptis, 2025 – Reproduction soumise à autorisation.

Enquête réalisée par : Fondation Perceptis  
Méthode : Interviews téléphoniques  
Période d'enquête : 4–13 novembre 2025  
Échantillon : 1 100 personnes âgée de 18 ans et plus  
Version : Novembre 2025



[contact@fondationperceptis.com](mailto:contact@fondationperceptis.com)



Fondation Perceptis



@PerceptisData



[www.fondationperceptis.com](http://www.fondationperceptis.com)

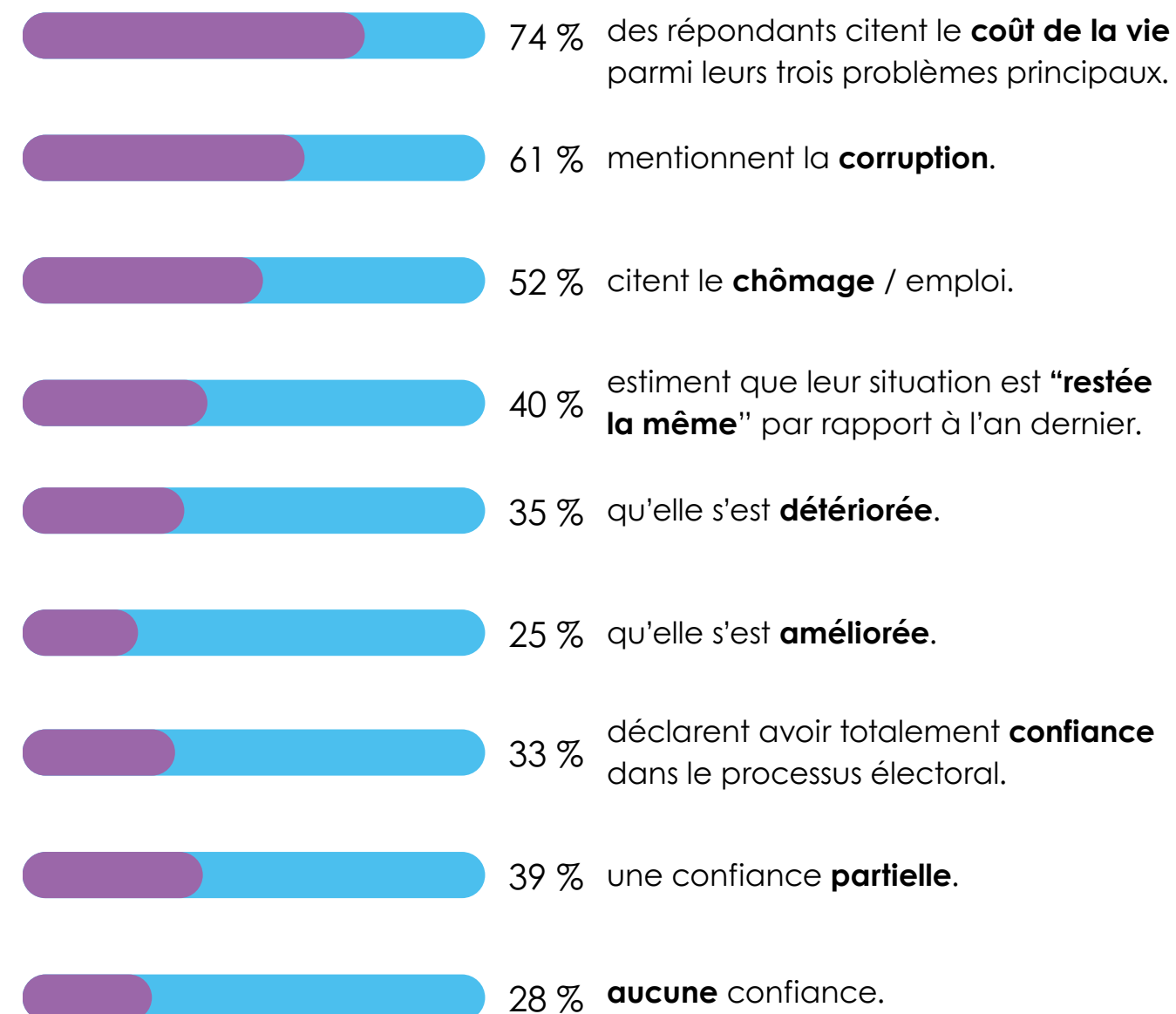
# Introduction<sup>I</sup>

Entre le **4 et le 13 novembre 2025**, la Fondation Perceptis a interrogé **1 100 Guinéens** âgés de **18 ans et plus**, par téléphone, dans les **8 régions** administratives du pays. L'échantillon est construit pour refléter au mieux la structure réelle de la population (régions, sexe, âge, niveau d'instruction).

Cette enquête permet de mesurer de manière chiffrée :

- les **préoccupations majeures** des Guinéens (économie, services publics, gouvernance),
- leur **perception** de l'évolution de la situation du pays,
- leur niveau de confiance dans le **processus électoral**,
- les valeurs et critères qu'ils attendent du **prochain président**,
- les profils **sociologiques** qui structurent l'opinion.

Quelques chiffres-clés résument l'état d'esprit général



Ces chiffres dessinent une société moins dans la colère que dans l'exigence, consciente de ses difficultés mais aussi des marges de progrès possibles.



# Priorités nationales<sup>II</sup>

Entre survie économique et demande de justice

## 2.1. Le coût de la vie (74 %) : une inquiétude transversale

Lorsque l'on demande aux répondants de citer leurs trois principaux problèmes, **74 % mentionnent le coût de la vie** (prix des denrées, transport, logement, scolarité).

À Conakry, ce chiffre grimpe à

Dans les régions, il reste très élevé

**79%**

traduisant une forte pression sur les ménages urbains.

**73%**

à Kindia

**76%**

à Labé

**70%**

à N'Zérékoré

**68%**

à Kankan

Ce n'est pas seulement une donnée économique : c'est un **ressenti émotionnel**. La cherté de la vie est décrite comme un **étouffement**, une difficulté à se projeter, une source permanente de stress. On a le sentiment que, même en travaillant, "**l'argent ne tient pas**".

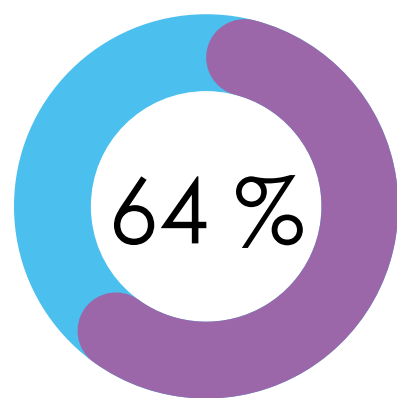


# Priorités nationales<sup>II</sup>

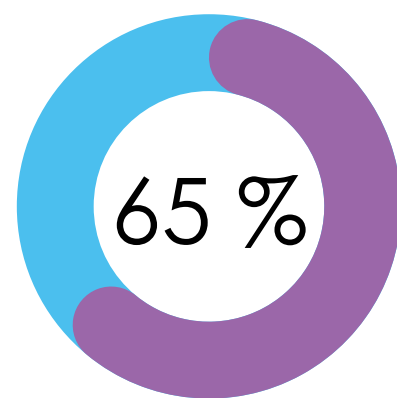
## Entre survie économique et demande de justice

### 2.2. La corruption (61 %) : un obstacle systémique

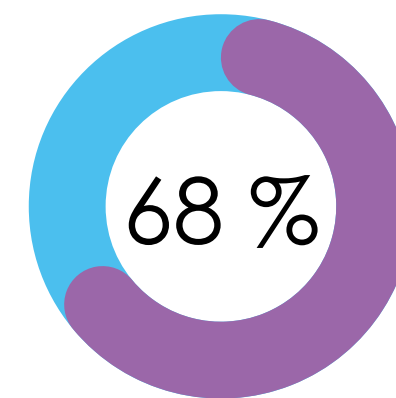
La corruption est citée par 61 % des répondants, ce qui en fait le deuxième problème national. Elle est particulièrement mise en avant par :



les 25–44 ans



les urbains



les diplômés  
du supérieur

Même en zone rurale, où l'on pourrait penser que les priorités sont surtout matérielles, **57 % citent la corruption**.

Dans les réponses qualitatives, elle est vécue comme :

- un **frein** à l'accès aux services (santé, éducation, justice),
- une atteinte à **l'égalité des chances**,
- un facteur de **démotivation** ("il faut connaître quelqu'un pour avancer").

La corruption apparaît comme le principal **verrou ressenti** dans l'amélioration du pays : tant qu'elle persiste, les **efforts publics** sont jugés fragiles ou réversibles.

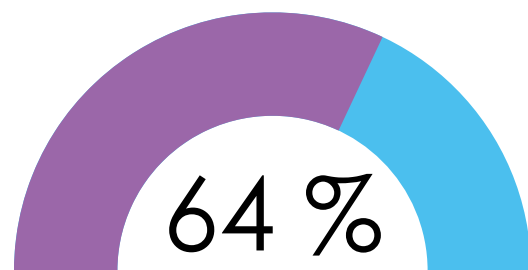


# Priorités nationales<sup>II</sup>

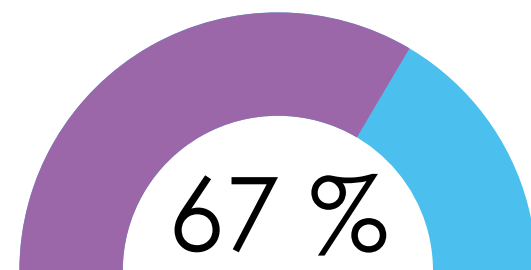
Entre survie économique et demande de justice

## 2.3. Le chômage et l'emploi (52 %) : la pression des jeunes générations

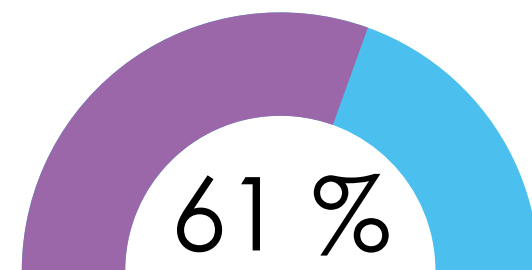
Plus de la moitié des répondants (52 %) citent l'emploi parmi leurs trois priorités.



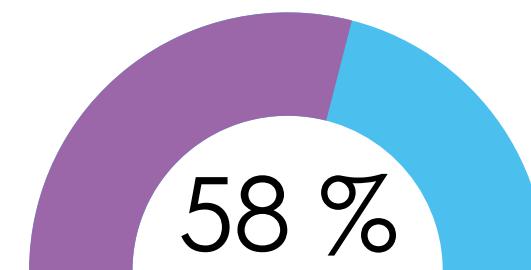
chez les 18–34 ans, soit 12 points de plus que la moyenne nationale.



des personnes interrogées citent l'emploi, à Conakry.



des personnes interrogées citent l'emploi, à Labé



des personnes interrogées citent l'emploi, à Kindia

Pour les jeunes, la frustration vient souvent de la **dissonance entre diplômes et débouchés** :

- on se forme plus,
- on se professionnalise,
- mais l'accès à un **travail stable** reste difficile.

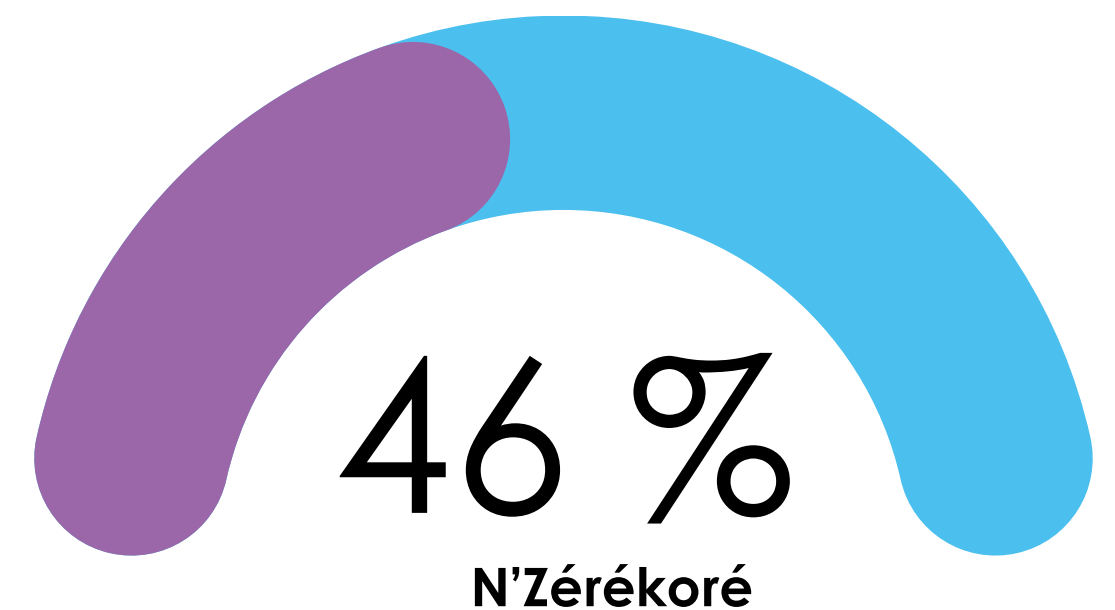
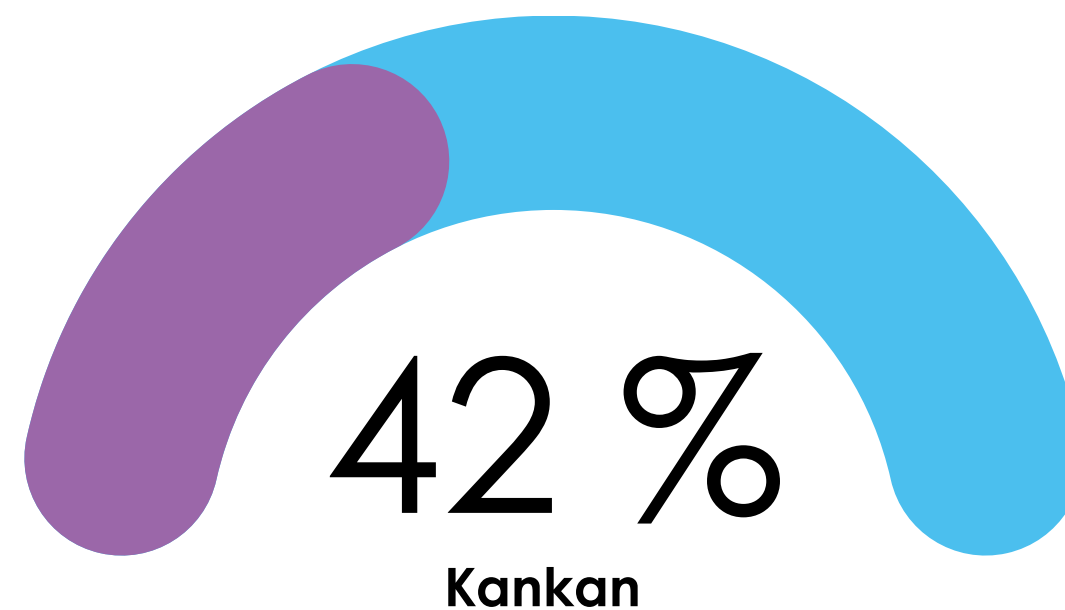
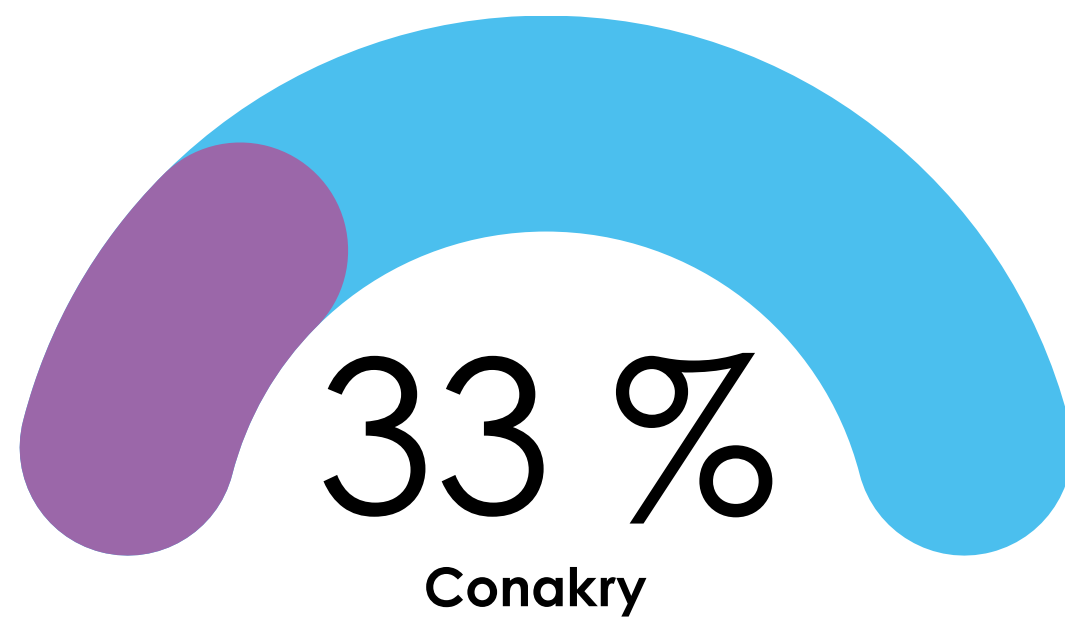


# Priorités nationales<sup>II</sup>

Entre survie économique et demande de justice

## 2.4. L'électricité (37 %) : un symbole de modernisation inachevée

L'électricité est citée par environ 37 % des répondants, avec de fortes variations régionales :



Dans les régions, les **coupures fréquentes** sont perçues comme un **frein à l'activité économique** (commerces, services, artisanat) et à la qualité de vie. L'accès à une énergie fiable est devenu un marqueur de modernité et de **respect des citoyens**.



# Priorités nationales<sup>II</sup>

## Entre survie économique et demande de justice

### 2.5. Santé (25 %) et routes (23–27 %) : la demande de services publics

Les problèmes de santé sont cités par **25 %** des répondants, mais ce chiffre monte à **31 %** dans les zones rurales, contre **19 %** en zone urbaine.

Les routes et infrastructures sont mentionnées par environ **23–27 %** :

- **27 % en zones rurales,**
- seulement **14 % en milieu urbain**, où les priorités sont davantage tournées vers le coût de la vie et l'emploi.

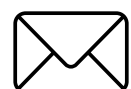
On voit clairement émerger un **clivage territorial** :

- les villes demandent avant tout du **pouvoir d'achat**, du travail et de la **moralisation** ;
- les campagnes réclament des **services publics de base fiables** : routes, santé, eau, électricité.

Les priorités des Guinéens sont massivement **économiques et sociales.**

La demande n'est pas d'abord **déologique**, elle est **pragmatique** : pouvoir vivre dignement, travailler, se soigner, circuler et accéder à des services sans passer par la corruption.

Analyse



# Perception de la situation nationale<sup>III</sup>

## Stabilité relative & Essoufflement ressenti

À la question « par rapport à il y a un an, votre situation en Guinée s'est-elle améliorée, détériorée ou est restée la même ? », les réponses se répartissent ainsi :

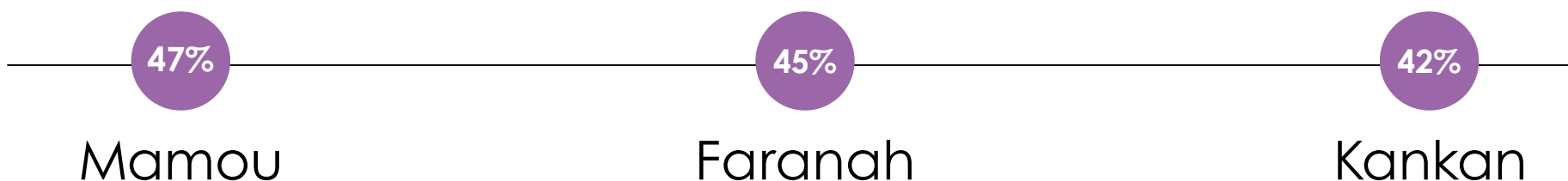
- **40 % : restée la même**
- **35 % : détériorée**
- **25 % : améliorée**

### 3.1. “Restée la même” (40 %) : un pays qui avance trop lentement

Le fait que **40 %** jugent leur situation inchangée est ambivalent :

- d'un côté, cela traduit une certaine stabilité,
- de l'autre, cela reflète une frustration : beaucoup avaient espéré plus d'améliorations visibles.

Cette perception est dominante dans plusieurs régions :



# Perception de la situation nationale<sup>III</sup>

## Stabilité relative & Essoufflement ressenti

### 3.2. “Détériorée” (35 %) : le malaise urbain et de la classe moyenne

La proportion de personnes qui estiment que leur situation s'est détériorée atteint 35 % au niveau national, mais monte à **41 % à Conakry** et à **39 % à Labé**.

Ce sont surtout



les urbains



les jeunes actifs



les classes moyennes émergentes



qui expriment cette dégradation. Leur regard est plus **sévère**, car leurs attentes initiales sont plus élevées : ils comparent ce qu'ils vivent à leur **niveau de formation**, à ce qu'ils voient dans d'autres pays, et à ce qu'ils **espèrent** pour la Guinée.

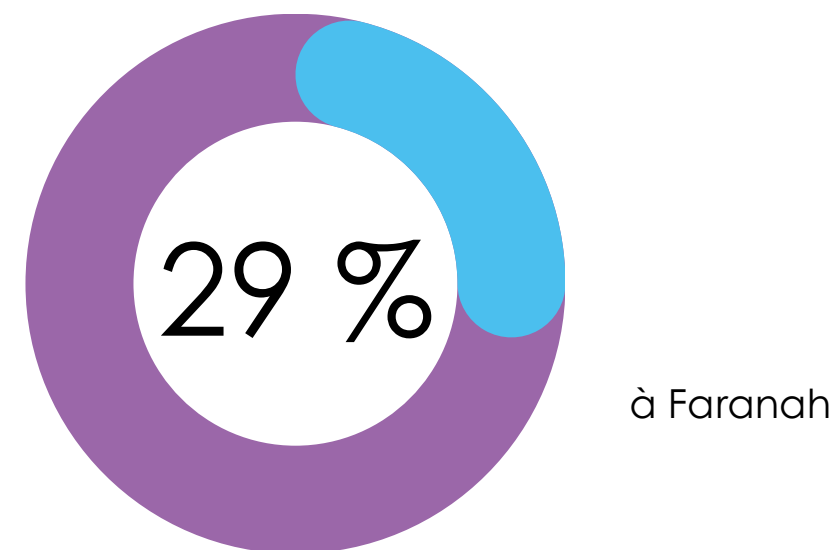
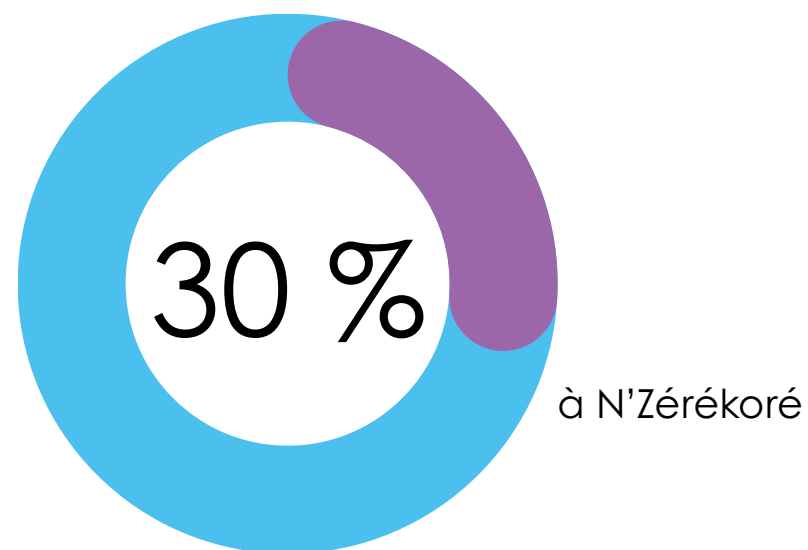


# Perception de la situation nationale<sup>III</sup>

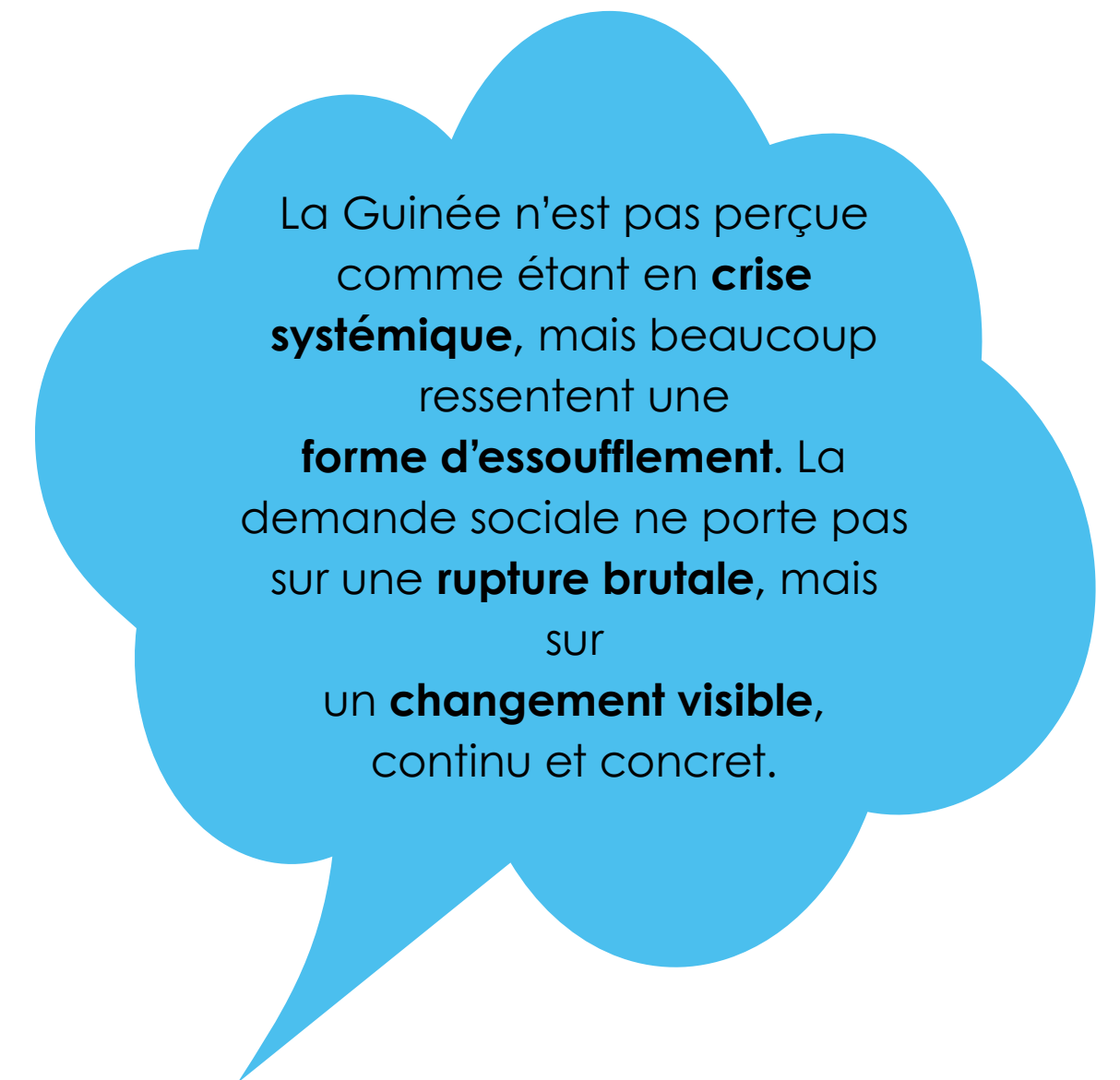
Stabilité relative & Essoufflement ressenti

## 3.3. "Améliorée" (25 %) : une minorité qui perçoit des progrès

25 % disent que leur situation s'est améliorée. On retrouve ce ressenti plus souvent :



Cela peut refléter des **effets locaux** de projets ou d'investissements, ou simplement une **perception** plus indulgente dans certains territoires.



Analyse



# Confiance dans le processus électoral <sup>IV</sup>

## Une adhésion sous condition

À la question « faites-vous confiance au processus électoral ? », les réponses sont :



### 4.1. Une confiance fragmentée

Un tiers de la population (**33 %**) exprime une confiance pleine, un autre tiers (**39 %**) une confiance mitigée, et près d'un tiers (**28 %**) une absence de confiance. Cela dessine un pays ni confiants, ni complètement défiant, mais vigilant.

### 4.2. Des écarts générationnels et territoriaux

- Les régions manifestent une **confiance plus élevée** : la confiance totale dépasse **35 %** dans certaines préfectures rurales.
- À Conakry, en revanche, **la confiance totale est plus basse**, et la confiance partielle ou la défiance plus fortes.
- Chez les **18-34 ans**, la part de “**non confiance du tout**” monte à environ **36 %**, contre **22-24 %** chez les **45 ans et plus**.

Les jeunes, plus informés et plus exposés aux critiques sur les réseaux sociaux, sont aussi plus **sceptiques**.



# Confiance dans le processus électoral <sup>IV</sup>

Une adhésion sous condition

## 4.3. Une demande implicite de transparence

Ces résultats ne signifient pas que le pays a renoncé à l'idée **d'élections crédibles**. Ils indiquent plutôt un besoin de garanties :

- 1 Plus d'information publique.
- 2 Des procédures claires.
- 3 Une communication institutionnelle régulière.
- 3 une gestion visible des opérations électorales.

La confiance existe, mais elle est **conditionnelle**. Le comportement des institutions dans les semaines précédant et suivant le scrutin sera **déterminant** pour **consolider** ou **fissurer** cette confiance.

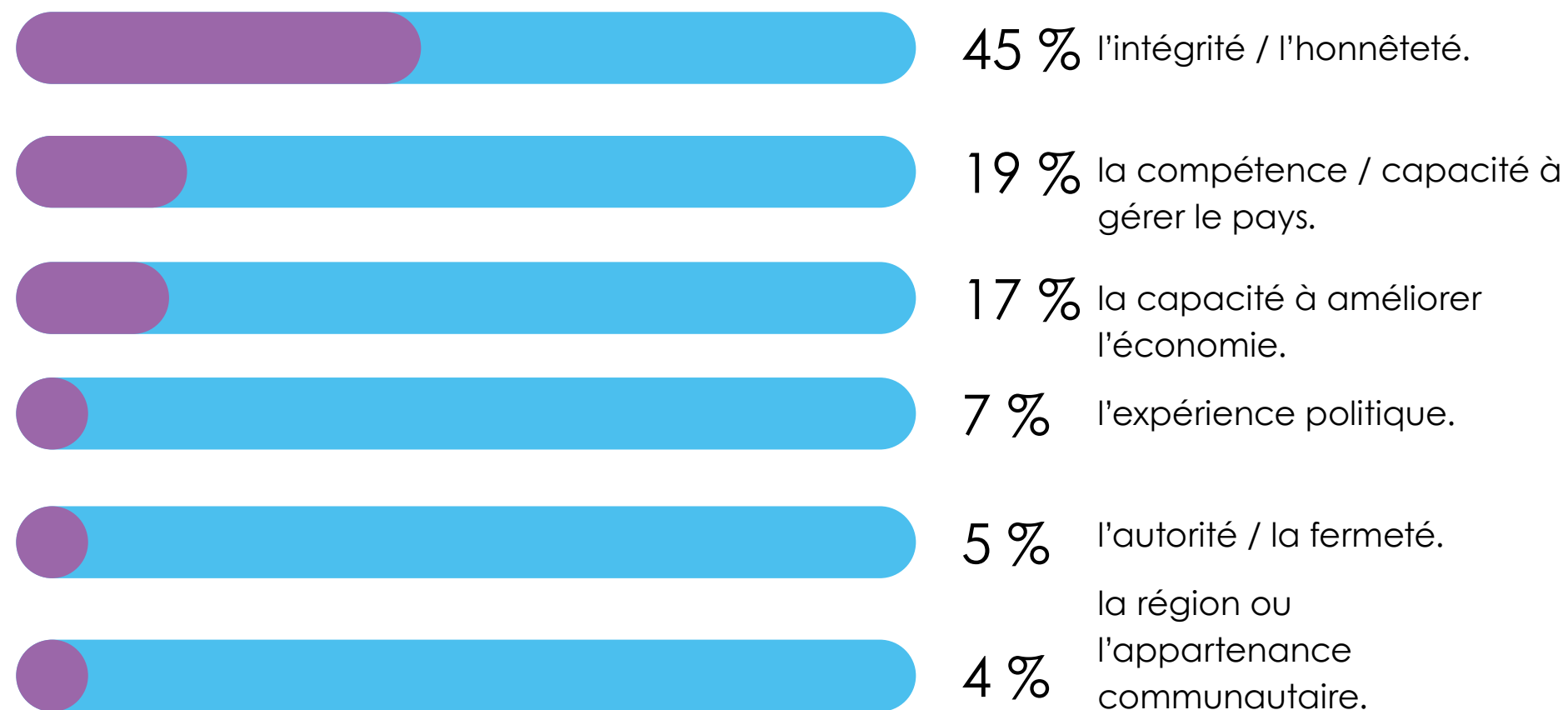
Analyse



# Ce que les Guinéens attendent d'un président <sup>V</sup>

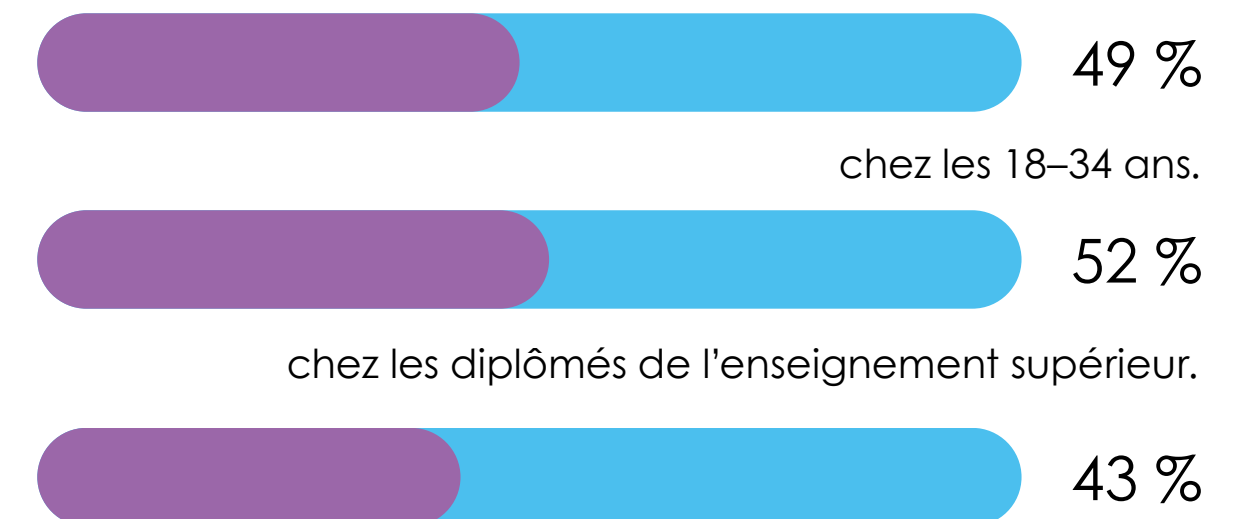
## Intégrité - Compétence - Résultats

À la question « quel est le critère le plus important pour choisir un président ? », les réponses se répartissent ainsi :



### 5.1. L'intégrité (45 %) : premier critère, de loin

45 % des répondants choisissent l'intégrité comme critère numéro un. Ce chiffre monte à :



chez les femmes (signe d'une attente forte en matière de justice et de respect).

On assiste clairement à une priorisation de **la morale publique** : la perception est que, sans **intégrité**, les autres qualités (compétence, programme, discours) ne suffisent pas.



# Ce que les Guinéens attendent d'un président<sup>V</sup>

Intégrité - Compétence - Résultats

## 5.2. La compétence (19 %) et les résultats économiques (17 %) : l'exigence d'efficacité

Au total, si l'on additionne :

- 19 % pour la compétence,
- 17 % pour la capacité à améliorer l'économie,

on obtient **36 %** de l'électorat qui place au sommet de ses priorités le résultat concret.

Ce poids est particulièrement élevé :

- dans les **grandes villes** (Conakry, Kindia, Labé),
- chez les **actifs**,
- et dans les **classes moyennes**.

On peut parler d'un électorat **qui ne veut plus seulement être rassuré**, mais convaincu par des **actes**.

## 5.3. L'expérience politique (7 %) : recul des réflexes traditionnels

Seuls **7 %** des répondants citent **l'expérience politique** comme critère principal.

Ce chiffre, très faible, confirme une désacralisation de la carrière politique :

- ce qui compte, ce n'est plus de "**venir de la politique**",
- mais d'être compétent, propre et efficace.

Le futur président, quel qu'il soit, devra répondre à un triple contrat :

- **un contrat moral (intégrité),**
- **un contrat de compétence,**
- **un contrat de performance économique.**

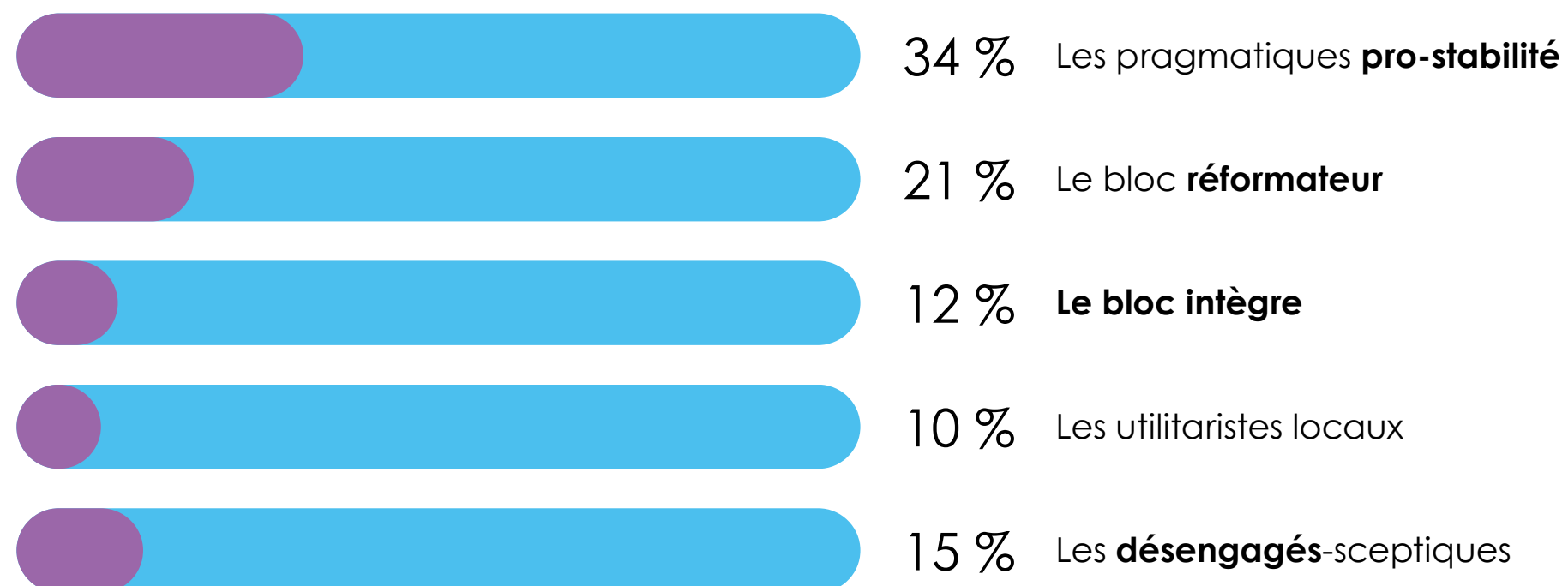
Analyse



# Profils sociologiques<sup>VI</sup>

cinq blocs qui structurent l'opinion

En croisant les réponses, l'enquête permet de dégager cinq types de profils. Les pourcentages sont indicatifs, mais homogènes :



## 6.1. Les pragmatiques pro-stabilité (34 %)

Ce bloc est majoritairement composé de :

- **ruraux,**
- **personnes de plus de 45 ans,**
- **niveaux d'instruction primaire ou sans instruction.**

Ils privilégient :

- **la continuité,**
- **la sécurité,**
- **la prévisibilité.**

Pour eux, le risque principal est l'instabilité. Ils demandent des améliorations, mais sans "**casser**" l'ordre existant.



# Profils sociologiques<sup>VI</sup>

cinq blocs qui structurent l'opinion

## 6.2. Le bloc réformateur (21 %)

Très présent :

- en milieu urbain (**jusqu'à 27 %**),
- chez les diplômés (**environ 33 %**),
- chez les 25–44 ans.

C'est le groupe qui demande le plus :

- des réformes de **gouvernance**,
- des institutions modernes,
- une lutte réelle contre la **corruption**,
- une efficacité de l'État.

Ils ont une vision très **fonctionnelle** de la **politique** : elle doit "**faire le job**".

## 6.3. Le bloc intègre (12 %)

Ce bloc, minoritaire mais très vocal, se retrouve surtout chez :

- les 18–34 ans (**jusqu'à 19 %**),
- les étudiants (**environ 27 %**).



Ils sont souvent très présents sur les réseaux sociaux, dans les mouvements associatifs et les **débats publics**.



# Profils sociologiques<sup>VI</sup>

cinq blocs qui structurent l'opinion

## 6.4. Les utilitaristes locaux (8–10 %)

On les retrouve davantage dans :

- les régions rurales ou semi-urbaines,
- des zones où la politique est fortement **médiée** par les réseaux locaux (autorités religieuses, notables, leaders communautaires).

Ils votent selon :

- qui apporte quoi à la localité,
- quels liens existent avec leur communauté,
- quels bénéfices concrets sont attendus.

La société guinéenne ne se découpe plus en blocs figés autour d'un simple **clivage politique**, mais en **profils** de motivation : recherche de **stabilité**, désir de réforme, quête **d'intégrité, intérêt local**, retrait **sceptique**.

## 6.5. Les désengagés-sceptiques (15 %)

Ce groupe, important, se caractérise par :

- une forte hésitation,
- une distance vis-à-vis de tous les acteurs,
- une tentation de l'abstention.

Il est plus présent :

- à Conakry (**environ 18 %**),
- chez les jeunes (**jusqu'à 22 %**).

**Analyse**

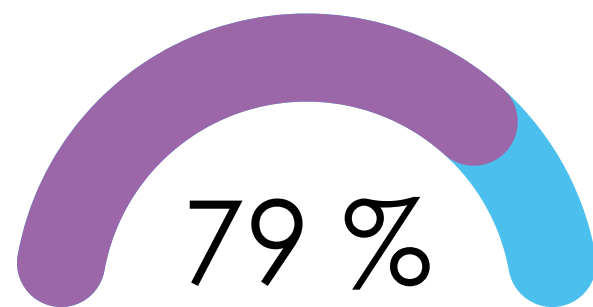


# Dynamiques territoriales<sup>VII</sup>

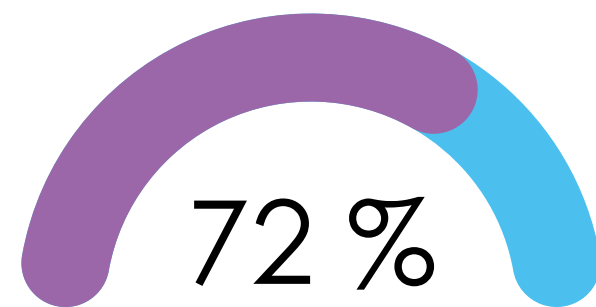
## Une mosaïque d'attentes

### 7.1. Conakry : capitale de l'exigence

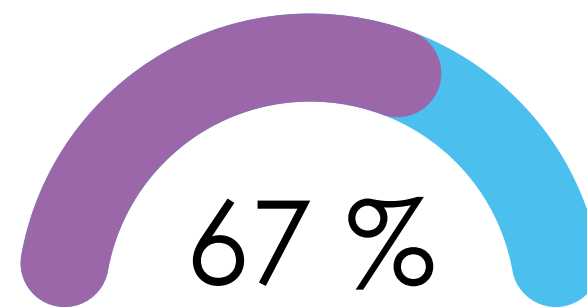
À Conakry, les chiffres sont très parlants :



citent le coût de la vie.



citent la corruption.



citent l'emploi.

Conakry concentre :

- la **pression économique**,
- la demande de gouvernance propre,
- la **frustration** d'une jeunesse très connectée.

C'est la région la plus "**politique**" au sens analytique : elle produit le plus de critique, d'analyse, de discours.

### 7.2. Kindia, Kankan, N'Zérékoré : stabilité et services essentiels

Dans ces régions :

- le coût de la vie et l'emploi restent largement cités,
- mais les besoins en **infrastructures** (routes, électricité) montent fortement :
  - jusqu'à **42-46 %** de citations pour **l'électricité à Kankan et N'Zérékoré**.

Ces territoires veulent à la fois la **stabilité** et un investissement accru dans les **services publics**.



# Dynamiques territoriales<sup>VII</sup>

## Une mosaïque d'attentes

### 7.3. Fouta (Labé, Mamou) : gouvernance et équité

Dans Labé et Mamou, la corruption est citée à des niveaux très élevés : **66-70 %**.

La demande principale y est :

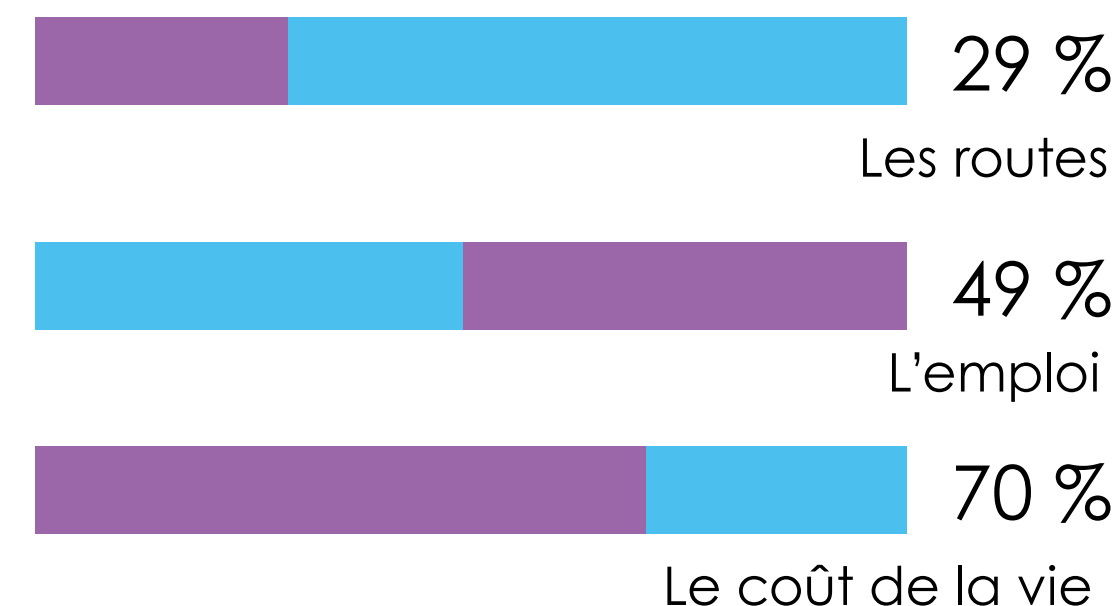
- une **gouvernance plus juste**,
- une application équitable des **règles**,
- une amélioration de la **relation** entre l'État et les citoyens.

La carte guinéenne est faite de **nuances**, mais partout reviennent les mêmes thèmes : **stabilité + moralisation de la gouvernance + amélioration tangible des conditions de vie.**

Analyse

### 7.4. Boké : la question des retombées locales

À Boké, région minière, les priorités sont :

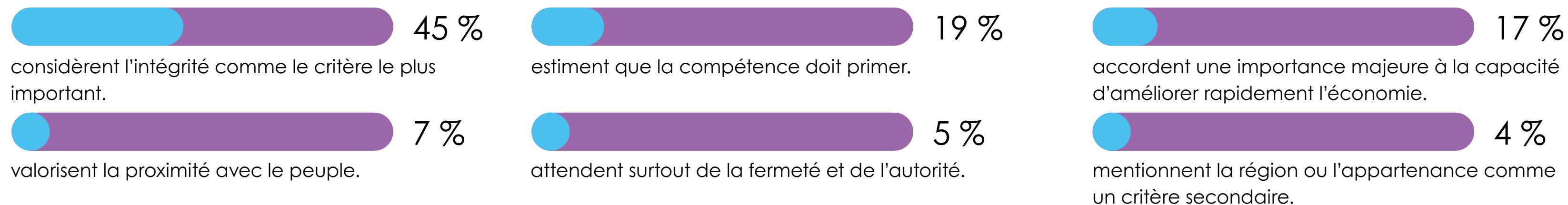


La région exprime une attente forte de retombées plus visibles des activités économiques sur la vie quotidienne.



# Le profil idéal du prochain président : un consensus chiffré <sup>VIII</sup>

En combinant toutes les réponses, le “profil idéal” du président, dans l'esprit des Guinéens, se dessine ainsi :



Autrement dit, les Guinéens souhaiteraient un président qui cumule :

1. Un **capital moral élevé** (honnêteté, probité, cohérence),
2. Une **capacité technique et managériale** (organiser l'action publique),
3. Une **orientation très concrète vers les résultats** (prix, emploi, électricité, services).

Les logiques de **clan**, de **région** ou de simple **appartenance** ne sont plus centrales : elles reculent derrière un **trptyque intégrité – compétence – résultats**.



# Conclusion <sup>IX</sup>

## vers un leadership transformateur, jugé aux actes

En rapprochant tous les chiffres et toutes les analyses, trois grandes conclusions se dégagent :

### 1. La société guinéenne est lucide et informée

- Elle identifie clairement ses priorités (coût de la vie, corruption, emploi).
- Elle attend des gouvernants qu'ils répondent à ces priorités, pas à des débats périphériques.

### 2. La culture politique est en mutation

- L'intégrité est devenue la première exigence (**45 %**).
- L'expérience politique traditionnelle ne séduit plus (**7 % seulement**).
- L'appartenance communautaire est marginale dans le choix présidentiel (moins de **4 %**).

### 3. La future présidence sera jugée sur un contrat triplement chiffré

- La capacité à faire **reculer la corruption (61 % de citations)**,
- La capacité à **desserrer la pression du coût de la vie (74 %)**,
- La capacité à **créer des opportunités d'emploi**, surtout pour les jeunes (**52 %**, et **64 % chez les 18-34 ans**).

La Guinée qui se prépare à voter n'est pas une **Guinée passive** : c'est une Guinée **pragmatique, exigeante**, et de plus en plus **attentive** aux **résultats concrets**.

Ce sondage **Perceptis** offre un cadre **chiffré** et **argumenté** pour comprendre cette nouvelle réalité : **celle d'un pays qui ne demande pas seulement à être gouverné, mais à être convaincu par les actes et par l'exemplarité.**

